Déclaration du SNUipp-FSU au CTSD du 12 février 2018

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Ce CTSD a pour objet la préparation de la rentrée 2019 dans le département. Pour envisager les évolutions nécessaires, il convient dans un premier temps de partager l'état des lieux et d'identifier les besoins.

Les absences non remplacées sont à l'évidence la difficulté majeure du département, dénoncée tant par les personnels que par les usagers et même les élus qui sont appelés parfois à se substituer à l'Éducation Nationale pour encadrer les élèves sur le temps scolaire avec des personnels territoriaux. Triste constat quand on se souvient que vous vous félicitez l'an passé de faire de l'amélioration du remplacement un axe majeur de votre carte scolaire.

Ce CTSD ne pourra donc pas faire l'économie d'une explication sur le sujet. *Comment expliquez-vous que 25 postes soient restés vacants à l'issue des opérations de mouvement ?* L'explication « ressources humaines » qui, en l'absence en nombre suffisant d'entrées aux permutations et aux ineat/exeat et de recrutement de stagiaires a conduit à recruter près de 15 contractuels ne peut répondre pleinement à la question. Il y a bien un différentiel de 10 Equivalent Temps Plein que vous êtes dans l'incapacité d'expliquer depuis la rentrée. Le responsable de l'utilisation des moyens du département se doit d'apporter une explication car les conséquences sont extrêmement lourdes pour les usagers et personnels du département. La Brigade de remplacement est amputée de près de 38 % de membres pour combler ce déficit. Ce sont autant d'absences non remplacées qui devraient pouvoir être évitées. Or elles atteignent un nombre record de 753 jours non remplacés sur les seuls 53 premiers jours de classe de l'année, une moyenne de 14 classes sans enseignant par jour, hors épidémies ! ***C'est inadmissible.***

Les premières victimes de cette situation sont assurément les élèves à besoins éducatifs particuliers :

- ***les élèves décrocheurs*** : la Creuse est sans doute le seul département de France à ne pas avoir de classe relais toute une année durant !!! Vous n'avez à aucun moment cherché à pourvoir ce poste, des candidats se sont présentés sans même recevoir de réponse.
- ***les élèves d'IME*** : 1 poste non pourvu à l'IME de Felletin pendant plusieurs mois, 1 autre à l'IME du Monteil Au Vicomte ;le 2nd -seul pourvu de l'établissement- occupé par un personnel contractuel...
- ***les élèves en difficultés scolaires*** : les postes de RASED ne couvrent pas le territoire, de nombreuses zones blanches ne sont pas couvertes, en particulier en milieu rural isolé. Quant aux postes de PEMPR que vous avez créés l'année dernière, en lieu et place des maîtres G sollicités par la profession, 2 sur 4 sont en réalité opérationnels !
- ***les élèves de la zone d'éducation prioritaire*** : le poste de coordonnateur REP n'est pas ou très partiellement pourvu. Le poste d'itinérant affecté au réseau d'éducation prioritaire au prétexte de ne pas créer les classes de CP-CE1 à 12 élèves maximum dans les écoles rurales, assure en réalité le remplacement pour les formations REP. Les élèves de la SEGPA dont les enseignants se sont mobilisés avec l'ensemble de la communauté éducative du collège l'année dernière constate que l'établissement est une nouvelle fois laissé pour compte, sans gestionnaire ni principal adjoint depuis des mois,
- ***la scolarisation précoce*** recule sur le département alors même qu'elle est identifiée comme un levier efficace pour casser les déterminismes sociaux et empêcher que les difficultés sociales des familles ne se transforment comme elles le font trop souvent en difficultés scolaires.

Vous vous étiez d'ailleurs engagés à nous fournir les constats d'effectifs de janvier, le bilan du poste Politique Réussite Educative de Guéret, le bilan d'activités du SESSAD, ainsi qu'un document rendant compte du nombre d'élèves par classe selon le nombre de niveau par classe. Nous sommes en attente de ces documents.

Dans ce contexte dégradé, vous comprendrez sans doute que le discours répété à l'envie par les cadres indiquant que la baisse démographique, réelle, dégage des marges et améliore chaque année les conditions de travail des enseignants et de scolarisation des élèves ne passe pas ! Cette analyse est une analyse arithmétique et artificielle de la situation, déconnectée des réalités vécues quotidiennement dans les classes. C'est pourtant sur la base de cette analyse arithmétique que vous nous avez présenté la méthode de préparation de la rentrée en établissant un classement des écoles par le taux d'encadrement « après fermetures » ! Vous comparez ainsi le taux d'encadrement d'écoles à 7 ou 10 classes élémentaires et des classes uniques sans à aucun moment intégrer l'idée que les différences d'organisation pédagogique et notamment le nombre de niveaux par classe, nécessitent une différenciation en terme de moyens alloués, de taux d'encadrement. C'est une négation totale de la réalité du département et de ses spécificités rurales.

Cette logique – votre logique- vous avez eu plusieurs fois l'occasion de l'exprimer en indiquant que « *la carte scolaire, c'était vous ; la pédagogie, c'était les IEN...* ».

Enfin, nous souhaitons vous alerter par 4 prises de positions claires sur vos orientations et la méthode :

- nous regrettons que la prétendue concertation menée avec les élus conduise aujourd'hui à des levées de boucliers dans bon nombre de villages. Nous avons dénoncé à plusieurs reprises votre remise en cause des élus pour leur prétendu « double discours ». Alors que la Rectrice avait annoncé en CTA comme devant la presse qu'il n'était prévu aucune fermeture d'écoles, il devient légitime de se questionner sur la fiabilité de la parole des services de l'Education Nationale dans son dialogue avec élus, personnels et usagers,
- nous nous opposerons à ce que l'école creusoise serve de faire valoir au fumeux Plan Particulier pour la Creuse. Nous nous opposerons à votre proposition de deux Programmes de Réussite Éducative sur les plus gros bourgs du département, qui engage l'Education Nationale à mobiliser un poste pour la « coordination » en espérant un hypothétique effet levier... pour des fonds extérieurs à l'école. Ce PPC proposé après le gazage des élus à Egletons ne doit pas être un nouvel enfumage des creusois !
- nous n'acceptons pas que le démantèlement programmé du savoir-faire pédagogique existant dans les SESSAD. En projetant de supprimer les derniers enseignants qui complètent les équipes pluri-professionnelles de ces services de soins, vous allez à rebours de l'intérêt des élèves en situation de handicap accompagnés et de leurs enseignants,
- si la baisse démographique est réelle, elle n'est pas pour autant homogène. Vous n'avez apporté aucune attention en groupe de travail aux écoles dont les effectifs augmentent et qui nécessitent une ouverture de classe. Nous souhaitons que ces situations soient également étudiées.

Nous vous demanderons également des explications quant aux rumeurs de « projets de fusion de directions d'établissements », comme par exemple entre les collèges de Châtelus, Bonnat et Boussac.

Pour conclure, nous allons consacrer nos interventions durant ce CTSD à vous faire entendre que la prise en compte des considérations pédagogiques dans la carte scolaire est une condition nécessaire pour permettre la réussite de tous les élèves, objectif que, nous l'espérons, vous partagez avec nous ! Si tel est le cas, nous vous demandons d'entendre et d'intégrer à votre réflexion les éléments que nous allons vous présenter.

À Guéret, le 12 février 2019